

CHAPITRE 1 – L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

COURS 1. La crise de 1929, des États-Unis au reste du monde (p. 28-29)

Quelles sont les causes et les manifestations de la crise de 1929 ?

A - Les États-Unis, de la crise à la dépression

1. Une crise financière et bancaire d'une ampleur inédite

Depuis la fin du XIX^e siècle, les crises économiques surviennent avec une régularité remarquable (1873, 1882, 1900, 1907) et sont de plus en plus internationales à mesure que le capitalisme se mondialise. Ces crises de l'ère industrielle éclatent d'abord dans la sphère financière.

Ainsi, en octobre 1929, le cours des actions à la Bourse de Wall Street entame une baisse qui connaît une première accélération le 24, le fameux « Jeudi noir ». Dans les jours suivants, une panique gagne le monde de la spéculation et les cours des actions s'effondrent.

Le krach boursier entraîne très vite une crise bancaire : entre 1930 et 1932, près de 800 banques font faillite. Les entreprises ne peuvent alors plus recourir aux financements bancaires et se trouvent rapidement confrontées à des difficultés insurmontables.

2. Une propagation rapide à toute l'économie

La crise conduit à une chute de la production industrielle, qui diminue de moitié entre 1929 et 1933. Les faillites touchent de nombreux secteurs et provoquent une montée inédite du chômage, qui passe de 1,4 à 12,6 millions de personnes entre 1929 et 1933. La crise se mue en une dépression dont les effets se font sentir durant toute la décennie 1930.

Une grave crise affecte également le monde rural avec la baisse des prix des produits agricoles. Dans les États du Centre et du Midwest, des tempêtes de poussière – Dust Bowl – rendent les terres incultivables. Tandis que les petits paysans ruinés peinent à nourrir leur famille, de grands propriétaires brûlent les productions qu'ils ne veulent plus écouler sur les marchés tant les prix se sont effondrés. Si des pans entiers de l'économie américaine présentaient déjà des signes de difficulté à la fin des années 1920 – notamment l'agriculture et le textile –, le krach financier accélère le phénomène et provoque une grave crise économique n'épargnant aucun secteur.

3. La détresse des populations

Chômage, misère et violences sociales sont le lot de millions d'Américains. Les femmes, les Noirs et les migrants sont les plus touchés par la crise. Dans le quartier de Harlem à New York, 10 000 familles vivent dans des caves infestées de rats et de poux. Retour de la tuberculose, recrudescence du crime et de la prostitution sont les signes de la détresse des populations.

Partout dans le pays, des écoles, qui ne sont plus financées par les États, ferment leurs portes, poussant des millions d'enfants dans des situations d'errance.

B - Les causes multiples de la crise

1. La théorie des cycles

Élaborée au début du XX^e siècle par le Russe Nikolaï Kondratiev et par l'Autrichien Joseph Schumpeter, la théorie des cycles a longtemps été une clé de lecture privilégiée afin d'expliquer le retour des crises et des dépressions.

En vertu de cette théorie, le retournement de la conjoncture au début des années 1930 marquerait la fin du cycle d'innovation qui s'était ouvert dans les années 1890, en lien avec l'électricité, la chimie et l'industrie automobile.

2. D'autres facteurs explicatifs

À la suite de John Maynard Keynes (1883-1946), certains économistes expliquent la crise par des déséquilibres entre l'offre et la demande. Dans les années 1920, les salaires stagnent (tandis que les profits s'emballent), la consommation progresse donc moins vite que l'offre, ce qui conduit à une crise de surproduction.

Plus récemment, des économistes comme Milton Friedman ou Robert Lucas insistent sur le rôle des politiques fiscales et monétaires : la création monétaire, mal contrôlée dans les années 1920, aurait produit une bulle inflationniste qui aurait éclaté en octobre 1929.

C - Des États-Unis au reste du monde

1. L'internationalisation de la crise

Durant la décennie 1920, placée sous le signe de la prospérité, les États-Unis ont investi 4 600 millions de dollars en Europe. Le retrait de leurs capitaux à partir de

1929 déstabilise les économies européennes qui, à des rythmes différents, sont touchées par la crise et la dépression.

Après une décennie de prospérité, l'Amérique latine, très dépendante des cours internationaux des matières premières, s'enfonce dans une crise qui a de lourdes conséquences sociales et politiques : révolutions, élections ou coups d'État portent des dictateurs au pouvoir.

Seule l'URSS de Staline, qui reste largement à l'écart de la mondialisation et met en place une économie planifiée, semble épargnée par la crise.

2. Les conséquences politiques de la crise

La rétraction de l'activité économique pousse des millions de personnes au chômage et provoque de fortes tensions politiques. Les classes populaires et surtout les classes moyennes appauvries se tournent vers des forces politiques hostiles à la démocratie.

En France, la République est menacée par l'agitation de groupes d'extrême droite qui rendent le régime responsable de la situation. Face à ce risque, les gauches françaises s'unissent dans un Front populaire et remportent les élections en 1936.

En Allemagne, la crise et la dépression précipitent la chute de la fragile République de Weimar née en 1918 ; le Parti nazi exploite habilement le mécontentement des populations pour conquérir le pouvoir (→ chapitre 2).

POINT DE PASSAGE. Les conséquences de la crise de 1929 en Amérique latine (p. 30-31)

Doc 2 p. 30 : Des économies d'exportation en difficulté

Dans les années 1920, la surproduction menace l'économie de pays dépendants d'un très petit nombre de biens : le café représente, en 1929, 72 % des exportations brésiliennes, les nitrates 17 % des exportations chiliennes. En outre, des biens européens débarquent sur les marchés latino-américains [...] déstabilisant les industries nationales. Des États se sont imprudemment endettés auprès de banques états-uniennes et, en 1928, la hausse des taux d'intérêt à New York accentue les difficultés. La crise de 1929 touche donc des économies fragiles et fait figure de cataclysme. La chute de la demande mondiale provoque un effondrement des exportations et des prix : de 1929 à 1932, le prix du café baisse de 45 %, celui du blé de 64 %, celui du sucre de 67 %. Les capitaux étrangers se font rares, les IDE (investissements directs étrangers) se retirent. Le chômage augmente et les salaires baissent.

La crise de 1929 et ses prolongements constituent ainsi une rupture brutale et durable en matière d'insertion de l'Amérique latine dans l'économie mondiale : ne pouvant plus vendre et ne pouvant plus emprunter, elle ne peut plus acheter. [...] Le glissement vers des politiques de développement autocentré¹ s'impose.

A. Musset, J.-Y. Piboubès (dir.), Géopolitique des Amériques,

Nathan, 2017.

1. Stratégie de développement reposant sur l'accroissement du marché intérieur pour assurer des débouchés aux industries nationales qui sont protégées par des barrières douanières.

DOCUMENTS. 1929-1933 : les conséquences de la crise en Allemagne (p. 32-33)

Doc 4 p. 33 : La montée des mécontentements et de l'antisémitisme

Nos parents se plaignaient sans cesse de l'appauvrissement croissant de l'Allemagne... Nous entendions toujours les adultes parler de tel ou tel de leurs amis qui avait perdu son emploi et ne savait plus comment faire vivre sa famille. On comptait à la fin six millions de chômeurs. [...]

Mes parents imputaient tout cela aux réparations que l'Allemagne devait payer à ses anciens adversaires, ainsi qu'à la perte des zones industrielles allemandes¹. On ne parlait pas, en revanche, des conséquences de la grande crise économique qui était durement ressentie partout, pas seulement en Allemagne, au début des années 1930. Tous nos maux venaient du désastre national de Versailles². [...] On entendait sans cesse répéter que l'une des raisons de ce triste état de choses était l'influence grandissante des Juifs. [...] Les adultes nous enseignaient que les Juifs étaient mauvais, qu'ils faisaient cause commune avec les ennemis de l'Allemagne, etc.

Mélita Maschmann, Ma jeunesse au service du nazisme, trad.

Anny Rouffet, © Plon, 1964.

1. Au lendemain de la guerre, la France occupe la Rhénanie, riche région industrielle d'Allemagne. C'est l'une des clauses du traité de Versailles de 1919.

2. Nouvelle allusion au traité de Versailles, vécu par l'Allemagne comme une humiliation.

DOCUMENTS. Le chômage en France dans les années 1930 (p. 34)

Doc 1 p. 34 : Je suis fauché, chanson de Roland Toutain (1931)

Bienheureux les gens qui ont des rentes¹ !

Ma situation est différente

Il me reste un ticket d'autobus, pas plus !

Et la vie pour moi est un rébus

Je suis fauché, je suis fauché

Voilà c'que c'est que d'être un débauché²

Je n'ai, j'vous l'dis, plus un radis³

Plus un pélot³, plus un maravédis⁴

Faut pas se frapper, c'est la crise

Y'a pas que moi qu'est dans la mouise

Je suis fauché, je suis fauché

Mais pour si peu, je n'vais pas pleurnicher

J'ai perdu tous mes sous à la Bourse

Et le reste, je l'ai perdu aux courses

Sur un canasson qui, à Auteuil, tout seul

Devait arriver dans un fauteuil

Quand on est comme moi, en chômage

Cela offre quelques avantages

L'homme du gaz, l'tailleur, l'épicier, l'huissier

J'leur réponds : Je n'peux pas vous payer !

Je suis fauché, je suis fauché

C'est pas d'ma faute si je suis débauché !

On n'me paie pas, je n'vous paie pas

On n'se paie pas, c'est simple et puis voilà !

1. Revenus réguliers tirés de loyers, par exemple.
2. Situation d'une personne qui a été renvoyée faute de travail (contraire d'embauché).
3. Mots d'argot désignant l'argent.
4. Ancienne monnaie espagnol

L'HISTOIRE EN QUESTIONS. La « crise de 29 » est-elle bien née en 1929 ? (p. 36-37)

Doc 3 p. 37 : Les difficultés économiques des années 1920

On fait remonter communément la grande dépression au krach des marchés financiers new-yorkais d'octobre 1929. Toutefois, avant cette date, les économies des pays développés avaient déjà amorcé un ralentissement. [...]. Avant même cette année-là, les prix des produits agricoles et du charbon sur les marchés internationaux ont commencé à s'effondrer, contraignant les agriculteurs et les mineurs à moins consommer. [...]

La Grande Dépression débute au milieu des années 1920 par une chute des produits agricoles. Pour faire face à la pénurie et aux prix élevés engendrés par la Première Guerre mondiale, les agriculteurs des États-Unis, du Canada, de l'Argentine et de l'Australie avaient mis en culture environ 33 millions d'hectares supplémentaires, provoquant après-guerre un afflux de céréales à bas prix. [...] L'indice mondial des prix agricoles, qui était à 226 en 1919, tombe à 134 en 1929. Le même désastre frappe les mines de charbon. [...] Après la Première Guerre mondiale, le charbon britannique est concurrencé par le charbon américain à bas coût, le pétrole et l'électricité d'origine hydraulique. Jamais le charbon ne retrouvera sa rentabilité d'avant-guerre, ce qui explique en partie pourquoi au moins 10 % des travailleurs britanniques sont victimes du chômage entre les deux guerres. De même que les agriculteurs, les mineurs, avant 1929, sont déjà appauvris.

Robert Paxton, Julie Hessler, L'Europe au XX^e siècle, Tallandier, 2011.

COURS 2. Comment surmonter la crise et la dépression ? (1929-1939) (p. 38-39)

Quelles politiques sont mises en œuvre pour surmonter la crise et la dépression ?

A - L'insuffisance des solutions traditionnelles

1. Des solutions à court terme

Dans un premier temps s'opère partout une poussée des dépenses publiques : les États prêtent aux banques, soutiennent les entreprises en difficulté et mettent en œuvre des politiques de grands travaux. Le gouvernement des États-Unis débloque ainsi plus de 11 milliards de dollars ; en Italie, l'État mussolinien prend des participations dans les grandes entreprises ; en Allemagne, l'État nazi multiplie les grands travaux et réarme le pays pour préparer la guerre ; en France, la Nationalisation des chemins de fer intervient dès 1937.

L'assistance aux populations s'organise également : soupes populaires, soutien aux chômeurs et à leurs familles se mettent en place. Mais ces réponses traditionnelles restent insuffisantes face à une crise d'une ampleur exceptionnelle.

2. La tentation du « chacun pour soi »

Les pays touchés par la crise cherchent des solutions indépendamment les uns des autres. Les mesures protectionnistes adoptées par un grand nombre d'États provoquent une contraction du commerce international, qui recule de 30 % entre 1929 et 1939. Les dévaluations sont utilisées par le Royaume-Uni, le Japon ou l'Allemagne dès 1931, aux États-Unis à partir de 1933 et en France en 1936.

En 1933, la conférence de Londres rassemble 66 États souhaitant limiter les perturbations provoquées par la dévaluation de la livre sterling. Son échec provoque l'éclatement du système économique international en trois aires concurrentes : l'une, menée par les États-Unis, utilise le dollar ; le monde britannique reste attaché à la livre sterling, tandis qu'un troisième groupe s'organise autour de la France et du franc-or. Cette fragmentation perturbe encore un peu plus les échanges internationaux.

B - De nouvelles politiques

1. Le rôle croissant de l'État

Le libéralisme est profondément remis en cause par la crise de 1929, tandis que les travaux et les propositions de l'économiste John Maynard Keynes connaissent un succès croissant. Déjà expérimentée durant la Première Guerre mondiale, l'intervention massive de l'État dans l'économie s'impose donc, avec pour objectif de concilier croissance économique et progrès social.

Le rôle grandissant de l'État marque aussi l'avènement d'une nouvelle classe de dirigeants et d'une nouvelle manière de gouverner : des conseils d'experts entourent désormais les hommes politiques et les accompagnent dans le processus de prise de décision.

Beaucoup de gouvernements appliquent une politique de relance qui implique des investissements massifs, des lois sociales et un déficit budgétaire important. C'est le choix de la France du Front populaire qui permet la signature des accords Matignon en 1936.

2. Le New Deal aux États-Unis

En 1932, le programme du New Deal (ou « nouvelle donne ») porte le démocrate Franklin D. Roosevelt à la présidence des États-Unis. Ce programme économique s'appuie sur des administrations spécialisées comme la Industrial Recovery Administration ou l'Agricultural Adjustment Administration qui soutiennent l'industrie et l'agriculture, ou la Works Progress Administration qui lance de grands travaux pour donner du travail aux chômeurs.

Des mesures sociales sont également adoptées dans le cadre du Social Security Act de 1935 instaurant un système d'assurance vieillesse. En outre, en juillet 1935, une loi lève les obstacles à l'activité syndicale et à la grève.

3. Le choix du repli

En Europe, l'Italie et l'Allemagne font, à partir de 1934, le choix de l'autarcie et de la course aux armements pour relancer l'économie. À la recherche de nouveaux débouchés, l'Italie accentue aussi sa colonisation en Afrique (invasion de l'Éthiopie en 1935).

Le Japon aussi met en place des mesures protectionnistes drastiques avant de basculer à son tour dans l'autarcie. La recherche de matières premières nourrit son impérialisme en Asie orientale et motive son invasion de la Chine en 1937.

C - Des sorties de crise inégales

1. Des pays où la reprise est rapide

Le Royaume-Uni dévalue la livre en 1931 et amorce l'année suivante un repli stratégique sur son Empire. En 1935, le pays a surmonté la dépression.

Au Japon, en Italie et surtout en Allemagne, les États dictatoriaux entreprennent une course aux armements qui a des effets spectaculaires sur la relance de l'activité et sur l'emploi. Ainsi en Allemagne, le nombre de chômeurs est divisé par 10 entre 1933 et 1938.

2. Des pays où la reprise est tardive

La France tarde à prendre l'entière mesure de la crise car elle y entre plus lentement que d'autres pays. Des mesures protectionnistes sont prises, en resserrant notamment les liens commerciaux avec l'Empire colonial. Mais la dévaluation du franc, trop tardive, handicape fortement les produits français sur les marchés mondiaux. À la fin des années 1930, des pans entiers de l'économie restent ainsi en difficulté.

Aux États-Unis, les effets du New Deal sont inégaux selon les territoires, les secteurs et les populations ; les populations noires sont par exemple largement exclues des prestations sociales. Le pays peine à sortir de la dépression.

Aux États-Unis comme en Amérique latine, la reprise de l'activité économique se produira à la faveur de la Seconde Guerre mondiale.

POINT DE PASSAGE. 1933 : Roosevelt et le New Deal (p. 40-41)

Doc 1 p. 40 : Un programme

Notre grande tâche prioritaire est de remettre les gens au travail. Elle pourra être accomplie en partie à travers un recrutement direct du gouvernement, si ce dernier s'attelle à cette tâche comme il le ferait pour une situation d'urgence en pleine guerre [...].

Nous pouvons faciliter la réalisation de cet objectif en accroissant les prix des produits agricoles et, avec eux, le pouvoir d'achat des agriculteurs. Nous pouvons la faciliter en insistant pour que le gouvernement fédéral, ceux des États et les gouvernements locaux agissent tout de suite pour réduire de façon draconienne leurs propres coûts de fonctionnement. Nous pouvons la faciliter en unifiant les activités de secours aux victimes de la crise [...]. Nous pouvons la faciliter en planifiant et en surveillant, au niveau national, toutes les formes de transport, de communications et de services qui ont manifestement un caractère d'intérêt public [...].

Finalement, dans notre marche vers l'emploi, nous aurons besoin de deux garde-fous destinés à prévenir un retour des maléfices de l'ordre ancien : il devra y avoir une stricte surveillance de toutes les activités bancaires, financières et d'investissement ; il faudra mettre un terme aux agissements de ceux qui spéculent avec l'argent des autres [...]. Nos relations commerciales internationales, en dépit de leur extrême importance, ne sont, au regard de la situation actuelle et des impératifs qu'elle entraîne, que secondaires face à l'établissement d'une politique nationale saine [...].

Discours d'investiture à la présidence de F.D. Roosevelt, le 4 mars 1933.

DOCUMENTS. Les grèves du Front populaire (p. 42)

Doc 2 p. 42 : Un moment de joie et de fraternité ouvrière

La philosophe Simone Weil (1909-1943) choisit de partager la condition ouvrière afin de mieux la comprendre ; elle travaille ainsi en usine entre 1934 et 1936.

J'ai été voir les copains dans une usine où j'ai travaillé il y a quelques mois. [...] Joie de pénétrer dans l'usine avec l'autorisation souriante d'un ouvrier qui garde la porte. Joie de trouver tant de sourires, tant de paroles d'accueil fraternel. [...] Joie de parcourir librement ces ateliers où on était rivé sur sa machine. [...] Joie d'entendre, au lieu du fracas impitoyable des machines, symbole si frappant de la dure nécessité sous laquelle on pliait, de la musique, des chants et des rires. [...] Joie de passer devant les chefs la tête haute [...] Bien sûr, cette vie si dure recommencera dans quelques jours. Mais on n'y pense pas, on est comme des soldats en permission pendant la guerre. Et puis, quoi qu'il puisse arriver par la suite, on aura toujours eu ça. Enfin, pour la première fois, et pour toujours, il flottera autour de ces lourdes machines d'autres souvenirs que le silence, la contrainte, la soumission.

Simone Weil, La Condition ouvrière, Gallimard, 1951.

POINT DE PASSAGE. Juin 1936 : les accords Matignon (p. 43)

Doc 1 p. 43 : Les accords Matignon (7 juin 1936)

Ces accords, signés entre les représentants syndicaux, les organisations patronales et l'État, devaient mettre un terme aux grèves.

Art. 1 – La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail¹.

Art. 3 – L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel. [...] Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement. [...]

Art. 4 – Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers [seront] rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés. [...]

Art. 5 – Dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, après accord entre organisations syndicales, ou, à défaut, entre les intéressés, il sera institué deux (titulaires) ou plusieurs délégués ouvriers (titulaires ou suppléants) suivant l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail, des tarifs de salaires, et des mesures d'hygiène et de sécurité. [...]

Art. 6 – La délégation patronale s’engage à ce qu’il ne soit pris aucune sanction pour faits de grève.

1. Accords conclus entre l’employeur et les syndicats de salariés pour définir les conditions d’emploi des travailleurs et les garanties sociales qui y sont attachées.

RÉVISIONS. L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux (p. 44)

1. La crise de 1929, des États-Unis au reste du monde

La crise financière qui éclate à Wall Street en octobre 1929 est d'une ampleur inédite. Les faillites bancaires et industrielles en cascade provoquent une montée inattendue du chômage et de la pauvreté.

Les causes de la crise sont complexes : certains analystes privilégient la théorie des cycles, d'autres mettent en avant les déséquilibres entre l'offre et la demande, d'autres enfin privilégient une explication par les déséquilibres monétaires des années 1920.

Le retrait des capitaux états-uniens déstabilise les économies européennes, qui sont à leur tour touchées par la crise et la dépression. L'Amérique latine s'enfonce également dans une crise qui a de lourdes conséquences sociales et politiques.

Dans de nombreux pays, les populations se tournent vers des forces politiques hostiles à la démocratie. En Allemagne notamment, le Parti nazi exploite le mécontentement des populations pour conquérir le pouvoir.

2. Comment surmonter la crise et la dépression ? (1929-1939)

Les solutions traditionnelles restent insuffisantes face à une crise d'une ampleur exceptionnelle. Les mesures protectionnistes adoptées par un grand nombre d'États ou les dévaluations renforcent les difficultés des économies jusque-là ouvertes sur le monde.

Le libéralisme est remis en cause par la crise de 1929 ; l'intervention massive de l'État dans l'économie s'impose. Si l'Italie, l'Allemagne et le Japon font le choix de l'autarcie, beaucoup de gouvernements appliquent une politique de relance comme les États-Unis dans le cadre du New Deal ou la France à partir de 1936 sous le Front populaire qui met en œuvre les accords Matignon.

Dans certains pays – Royaume-Uni, Japon, Italie ou Allemagne – la reprise de l'activité économique est assez rapide, mais aux États-Unis, en France ou en Amérique latine, elle ne se produira qu'avec la Seconde Guerre mondiale.